



# Universalisme et identités, entre contradictions et manipulations

**Sophie BESSIS**

historienne et journaliste

**S**ans nous connaître directement, mais entretenant de profondes convergences idéologiques et politiques, en partie du fait que nous sommes issus de la même matrice de la gauche tunisienne des années 1960 et 1970, Cherif Ferjani et moi avons exploré avec des approches et dans des champs différents les failles de la modernité en contexte arabo-musulman. Quand nous avons fait connaissance il y a déjà plusieurs années, nous avons constaté la parenté de nos recherches respectives qui ont, me semble-t-il, pour but de réarmer intellectuellement la quête d'universel dans les régions du monde hantées par l'injonction au spécifique. Dans son ouvrage *Islamisme, laïcité et droits humains*, je retrouve les mêmes interrogations qui m'ont conduit à écrire *L'Occident et les autres* en 2000 et, plus récemment, *La Double Impasse*. En quoi et par quoi l'universalisme est-il menacé dans le monde contemporain ? De quelle façon l'unicité de la condition humaine et des droits qui lui sont inhérents sont-ils contestés par le retour au premier plan des discours identitaires et des exclusions qui les accompagnent ? Singularité des cultures et universalisme sont-ils deux exigences définitivement antinomiques ou faut-il trouver les chemins d'une coexistence pacifique entre l'unité de la condition humaine et la diversité de ses expressions ?

Dans cette brève communication, je ne répondrai évidemment pas à toutes ces

questions, mais j'essaierai de repérer quelques pistes permettant d'y répondre.

## De quoi parle-t-on ?

La défense des droits fondamentaux de la personne et celle des droits culturels sont deux exigences de notre temps, légitimées toutes deux par des textes clairs des Nations unies.

Pourtant, il n'est pas toujours facile de concilier ces deux types de droits. Les spécificités culturelles que les sociétés souhaitent en général défendre relèvent en effet de la logique des groupes, tandis que les droits fondamentaux de la personne relèvent, par définition même, des processus d'individuation inaugurés par la philosophie européenne des Lumières, que les différentes régions du globe sont progressivement en train de s'approprier.

Au Nord comme au Sud de la planète, de plus en plus d'individus revendiquent aujourd'hui des droits qu'ils considèrent comme inaliénables, en particulier l'égalité absolue de tous quel que soit leur sexe, leur race, leur religion etc, et la protection de l'intégrité physique et morale de la personne humaine par l'interdiction absolue de tous les traitements inhumains et dégradants qui pourraient affecter cette dignité. Or on sait que ces droits n'ont pu commencer à émerger qu'avec le démarrage des processus de sécularisation des sociétés, qui ont été partout à la fois une condition et un accélérateur



de l'émergence des droits de la personne. Condition non suffisante, on l'a vu pour les femmes : la laïcité - en France par exemple - n'a pas immédiatement conduit, loin de là, à l'égalité des sexes. Mais condition indispensable dans la mesure où, partout

sans cette séparation. Il n'est pas d'Etat au monde où la religion dicte sa norme qui les garantisse.

Mais les individus et les groupes réclament également de plus en plus le droit à la sauvegarde de leurs cultures, considérées



où la norme religieuse s'impose comme intransgressible, l'égalité est bafouée. Ce qui importe donc dans tout travail de défense de l'égalité et des libertés en tant que droits universels, c'est de protéger les lois des intrusions du religieux et de ses manipulations politiques et d'empêcher que la norme religieuse - quelle qu'elle soit - ne s'avise de régir l'espace public. Car il n'est point de liberté ni d'égalité possible

aujourd'hui comme menacées par une mondialisation qui est loin d'affecter la seule sphère économique. Et si on a aujourd'hui l'impression que la tâche est urgente, c'est qu'on pressent que les dernières cultures dites authentiques sont en train de disparaître devant ce rouleau compresseur. Mais, plus d'une fois, la logique des groupes entre en contradiction avec l'exigence fondamentale de protéger les droits universels. Comment s'articulent donc ces deux types



de droits ? Y a-t-il contradiction entre eux, c'est-à-dire d'une certaine manière entre les spécificités culturelles - au sein desquelles la religion occupe souvent une place dominante - et l'universalité des droits individuels et, dans ce cas, comment la surmonter ?

Il conviendrait d'abord, pour tenter de répondre à cette question, de définir ce qu'est une culture. Se définit-elle par sa religion dominante, son art, ses structures de parenté, ses modes de vie ? Mais, alors, ceux de qui : de la classe dominante, des couches dominées, des ruraux, des urbains, des femmes, des jeunes ? Il est, on le voit, nécessaire d'examiner les contenus multiples du terme de culture pour savoir ce qu'il convient de protéger. Et n'oublions surtout pas que les peuples ne sont pas seulement les produits de leur culture, ils produisent de la culture, ils la font évoluer. La culture c'est aussi le mouvement. Un des grands dangers perceptibles aujourd'hui est de ne l'envisager que comme un invariant historique, sociologique, anthropologique, et non comme une construction-destruction continue.

Cela amène à se demander ce que l'on entend par diversité culturelle. A partir de quoi essaie-t-on de la définir ? A partir des langages politico-identitaires des élites ou à partir des diversités qui existent à l'intérieur même des sociétés ?

Toutes ces questions me paraissent être des préalables à ce qu'il faut considérer comme une interrogation essentielle : jusqu'où doit-on défendre les spécificités dites culturelles ? À partir de quel moment cette défense revient à figer la culture dans un essentialisme, à en manipuler le sens et à mettre en valeur ses aspects les plus conservateurs, ce à quoi s'attachent en particulier les mouvements fondamentalistes de l'espace arabo-musulman ? Doit-on considérer ou pas qu'il existe des universaux permettant, au-

delà de ces spécificités, d'avoir une vision commune de la condition humaine et de notre destin commun ?

La bataille, aujourd'hui, doit donc être de savoir ce qu'il convient de défendre dans une culture : défendra-t-on les mutilations génitales féminines dans les pays d'Afrique subsaharienne où elles sont pratiquées, ou l'infériorité juridique des femmes dans le monde arabo-musulman, ou la pratique de la dot en Inde au nom de la culture ou de la religion ? Ces exemples illustrent un niveau de contradiction évident : si l'on veut défendre l'égalité des sexes qui est un droit humain fondamental mais pas universellement reconnu, on s'oppose forcément à la culture comme invariant. Et pourtant, les humains se définissent aussi par leur culture, et l'uniformisation culturelle planétaire reviendrait à faire disparaître l'extraordinaire richesse humaine qui est le produit de la diversité des cultures.

Étendre les droits, donc mondialiser la sécularisation du droit, donc universaliser la laïcité sont des exigences permettant de contrer les manipulations des entrepreneurs identitaires d'aujourd'hui. Mais encore faut-il savoir qui globalise, dans quels buts et par quels moyens.

### Deux écueils

En fait, il faut se méfier du double confinement dans lequel les Occidentaux ont historiquement tenté d'enfermer ceux qu'ils considèrent comme les autres : l'injonction mimétique et l'assignation identitaire. Ce sont les deux faces du même miroir qui empêche de penser à la fois la diversité culturelle, et la nécessaire transformation des cultures dans le sens de leur autonomisation par rapport à des traditions figées ou reconstruites.

- L'injonction mimétique : pour l'immense majorité des Européens et des Américains, le modèle proposé par l'Occident constitue





implicitement l'horizon indépassable de la condition humaine, et il n'est de salut que dans sa reproduction mimétique. Outre la défense des intérêts hégémoniques des puissances, une bonne partie des erreurs et des faillites qui ponctuent l'histoire des relations Nord-Sud vient de cette conviction. Le placage de schémas venus d'ailleurs sur des sociétés bien vivantes, sans tenir compte de leurs réalités, a souvent provoqué les catastrophes que l'on sait. On se pose certes, au Nord, des questions sur l'épuisement du modèle en son centre même. Cela n'empêche pas de vouloir encore en exporter les apparences et le langage sur l'ensemble de la planète, sans pour autant que ces apparences et ce langage gardent du sens. L'universel dans cette optique, volontiers confondu désormais avec la mondialisation, signifierait l'achèvement de l'occidentalisation du monde. Les rivalités intra-occidentales – comme à l'époque où le communisme se posait en alternative – n'ont jamais affaibli cette conviction commune qui structure l'histoire moderne de l'Occident. Au début des années 2000, la première puissance mondiale et ses alliés ont poussé cette logique à vouloir imposer par la guerre les valeurs de la démocratie et des libertés. On sait ce qu'il en est advenu.

- L'assignation aux différences : il faut combattre cette vision réductrice du monde qui a autorisé toutes les dominations. Mais sans accepter pour autant les assignations identitaires qui constituent l'autre versant du discours dominant en Occident et qui relèvent d'un relativisme culturel dévastateur empêchant toute réflexion sur la modernité. Car s'il faut affirmer encore et toujours l'équivalence non négociable de toutes les cultures, cela ne doit pas revenir à décréter leur imperméabilité. En sanctuarisant les cultures dominées au nom de l'authenticité, en renvoyant tous les faits culturels d'une société donnée à de la différence, on fige

des identités dont on refuse de considérer le statut historique: au lieu de produire de la culture, c'est-à-dire d'innover, les humains ne sont réduits qu'à être des produits de leur culture. Au faux universalisme occidentalocentré fondé sur un dévastateur darwinisme des civilisations, le différentialisme oppose un fixisme interdisant toute voie d'accès pour les peuples non occidentaux à la modernité. La fascination qu'exerce l'islam politique sur une partie des élites intellectuelles occidentales relève de ce différentialisme : l'islam politique serait l'horizon naturel des peuples musulmans. Or peut-on raisonnablement parler d'une culture musulmane au singulier quand on sait que le monde musulman s'étend du Maroc à l'Indonésie, en passant par une bonne partie de l'Afrique subsaharienne ? Faut-il de l'autre côté répondre aux assignations occidentales par des constructions identitaires relevant en définitive de la même logique ? Il est en effet troublant de constater qu'une telle assignation à la spécificité colportée par les relativismes post-modernes entre en totale résonance avec les rhétoriques construites par l'islam politique, qui réfute toute idée d'universalité de la condition humaine au nom de l'irréductibilité de la différence entre les valeurs.

Ces démarches sont d'autant plus périlleuses que le différentialisme occidental, comme les manipulations identitaires des régimes autoritaires ou des idéologies les plus régressives, se fondent de plus en plus sur le primat du religieux. Aujourd'hui, c'est la religion qui est considérée comme matrice de la culture, et non l'inverse. La confessionnalisation de l'ensemble des discours culturels et politiques est partout.

### Sortir de l'impasse

Comment, dans ce cadre, mener la bataille essentielle pour défendre la nécessaire diversité humaine sans tomber pour autant



dans l'écueil différentialiste, afin de sauvegarder la possibilité de construire de l'universel ?

Car il existe, qu'on le veuille ou non, quelque chose qu'on pourrait appeler une culture universelle en formation, fondée sur un corpus de principes relativement récents dans la longue histoire humaine : l'égalité en dignité et en droits de tous les humains quels que soit le sexe, la race, la condition sociale, la religion etc. est une idée neuve dans le monde. Comment lui donner sens et la consolider ?

Nous sommes aujourd'hui confrontés à un défi : comment fabriquer un universel puisant à toutes les cultures mais qui concourt également à leur transformation ? Comment fabriquer un universel intégrant – entre autres - les apports de la modernité occidentale sans pour autant qu'il se confonde avec l'hégémonie de l'Occident ? Comment faire en sorte que toutes les cultures, toutes les sociétés, contribuent au même titre à cette construction dans laquelle elles doivent avoir pleinement leur part et qui sera également un outil permettant leurs nécessaires mutations ?

Dans le monde d'aujourd'hui, universaliser la laïcité, c'est d'une certaine façon entreprendre de la désoccidentaliser. Les sociétés du Sud, en particulier celles de la rive Sud de la Méditerranée, sont à la fois en voie de sécularisation rapide et en proie à la reviviscence des normes religieuses. Le problème est de savoir comment passer de la sécularisation des pratiques sociales, qui est en cours, à la laïcisation du droit.

L'universalisation de la laïcité ne peut se décréter. Elle ne peut qu'être le fruit d'un double travail. D'un côté, l'Occident ferait bien d'accélérer son entrée dans une réflexion post-hégémonique de son rapport avec

les autres sans attendre d'y être contraint. C'est cette opération de décentrement qui pourra faciliter, de l'autre côté du monde, l'abandon des replis identitaires qui sont autant d'obstacles à la sécularisation. Tant que la laïcité apparaîtra comme le dernier cheval de Troie d'une civilisation dont le moteur a été la domination du monde, elle ne pourra acquérir de légitimité universelle. Or il existe, beaucoup plus qu'on ne le croit ici, de puissants mouvements de sécularisation à l'oeuvre dans les «suds». Pour qu'ils puissent s'imposer davantage face aux forces les plus réactionnaires de leurs sociétés, il conviendrait qu'ils cessent d'être vus comme des alliés involontaires du projet hégémonique occidental.

Globaliser la laïcité ce n'est pas l'exporter toute armée comme Minerve, mais en permettre l'appropriation par des sociétés qui auraient cessé d'avoir peur. L'Occident a un rôle à jouer dans cette globalisation, mais pas celui qu'il s'est donné jusqu'ici ■